

Réalité prévention

Risques professionnels Travail Société



Le déchet est un objet second. L'objet premier sert à quelque chose, il a une fonctionnalité immédiate. Or, le déchet ne sert plus, il a précisé-

ment perdu sa fonctionnalité - c'est pour cela qu'on le jette, et qu'à longterm prévalu, par désintérêt, la logique de l'entassement-exclusion (la décharge). Mais si tout objet, dès sa fabrication, se destine à devenir déchet, le déchet pris comme tel réacquiert pourtant dans nos sociétés un nouveau statut positif d'objet exploitable.

Nous nous réapproprions nos déchets en les introduisant dans un système sophistiqué de collecte, de tri, de sélection, de transformation. Le message dominant, aujourd'hui, nous convainc de prêter à nos déchets une attention aussi grande qu'à nos objets : il ne peut en l'état être abandonné à la nature. Le déchet pollue. Cette justification environnementale est très largement comprise et acceptée. Pour autant, est-ce le seul discours possible ?

Réalité Prévention a souhaité, pour son deuxième numéro, aborder la question du traitement des déchets sous un angle original : si nul ne met en doute l'utilité environnementale de la collecte sélective et de la gestion différenciée, qui s'intéresse vraiment aux conséquences que cette politique a en termes de risques professionnels ? Or, les salariés du secteur connaissent une évolution rapide de leurs métiers, et souvent des conditions de travail particulièrement difficiles.

Protéger l'environnement sans exposer le salarié, nous avons choisi délibérément de poser les termes de cette alternative, car dire la réalité de la prévention est notre mission.

Marylène Mongalvy
Directrice de la rédaction



Filière déchets :
**Protéger
l'environnement
sans exposer le salarié**

Des filières d'élimination des déchets se sont mises en place depuis la loi-cadre de juillet 1975 ; elles se sont orientées depuis 1992 sur la restriction d'utilisation des décharges et le développement du recyclage et de la valorisation.

Mais l'augmentation de la production des déchets – ménagers, industriels – leur nature même – banals, spéciaux – conduit à un profond bouleversement de la filière. De nouvelles contraintes apparaissent, liées par exemple au traitement des déchets toxiques. Le tri, s'il est entré dans nos pratiques quotidiennes, a un impact considérable sur les métiers de la collecte et du recyclage.

Or, le contexte général de préservation de l'environnement a été bien compris : les éco-citoyens adhèrent aux exigences d'un développement durable. Pour autant, les nécessités d'une main-d'œuvre qualifiée et de conditions d'Hygiène et de Sécurité maximales sont souvent reléguées au second plan. Conséquences ignorées d'une "pression environnementale", elles méritent pourtant d'être réaffirmées.



Interview de Patrick BRAOUEZEC
Député-Maire de Saint-Denis
Page 2

Rencontre avec...

Patrick BRAOUEZEC,
Député-Maire
de Saint-Denis



... c'est au niveau des appels d'offres que nous devons contraindre les entreprises à faire plus en termes de sécurité...

Réalité Prévention : Dans le domaine de la gestion des déchets, quelles sont les responsabilités d'une commune ou d'une communauté d'agglomération ? Quelle est la situation à Saint-Denis ?

Patrick BRAOUEZEC : La collecte et le traitement des ordures ménagères et des déchets assimilables font partie intégrante des compétences d'une ville. Le traitement est en général assuré par des "syndicats intercommunaux". Pour les communes d'Ile-de-France la situation est particulière puisque le traitement est géré par un syndicat de syndicats intercommunaux. La collecte peut quant à elle être assurée soit par des employés municipaux, soit par des entreprises. Dans le cas de Saint-Denis, la "compétence traitement" a été transférée à la communauté d'agglomération Plaine-Commune, et la collecte est assurée par une entreprise. Donc, en matière de sécurité des employés, on peut distinguer deux responsabilités : celle de la Communauté d'agglomération, en tant que donneuse d'ordre rédigeant le cahier des charges, et celle du chef d'entreprise.



R.P. : En dehors des obligations réglementaires, différents facteurs sont pris en considération pour l'implantation d'une structure de traitement des déchets : impact environnemental, coût du dispositif et répercussions économiques. Quels sont ceux qui pèsent le plus ?

P.B. : L'implantation d'une structure de gestion des déchets est toujours problématique en milieu urbain dense. L'impact environnemental pour les

riverains est donc le facteur qui pèse le plus. Les répercussions économiques sont analysées mais elle ne sont que la résultante d'une démarche à caractère avant tout environnemental. Si une meilleure gestion de nos déchets peut avoir des répercussions favorables pour l'emploi, tant mieux ! Seulement, le meilleur déchet étant celui qui n'existe pas, vous conviendrez qu'on ne peut, d'un point de vue éthique, faire de la gestion des déchets un facteur pérenne du développement économique de la cité.

R.P. : Lorsqu'une commune choisit une entreprise de collecte et de traitement, l'aspect économique est pris en compte. Les conditions de qualité et de sécurité pour les salariés, offertes par cette entreprise, sont-elles aussi un facteur décisif ?

P.B. : Bien sûr. Un certain nombre de déchets, qu'ils soient produits par les ménages ou les entreprises, représentent un véritable danger pour la santé de ceux qui les collectent puis les trient. Je pense qu'il appartient aux collectivités locales d'introduire dans leurs appels d'offres, comme nous le faisons à Saint-Denis, des exigences liées aux certifications ISO 9001 ou 14 001. Ces référentiels donnent des garanties pour la sécurité des travailleurs (NDLR : voir à ce sujet les remarques de M. Pourquet en bas de la page 3).

Il faut garder à l'esprit que, quels que soient les jeux de transfert de compétences ou de délégation, il s'agit d'un service public de première nécessité qui emploie une main d'œuvre locale. A ce titre, en tant que maire, nous avons toujours le souci des accidents qui pourraient survenir. Un maire doit se préoccuper de la sécurité de tous les travailleurs qui se trouvent sur le territoire de sa commune. Il en va parfois de sa responsabilité.

R.P. : Quels sont les interlocuteurs d'un élu lors de l'implantation d'une structure de traitement ? Les associations d'usagers et de riverains sont généralement très présentes, avec parfois le phénomène

NIMBY⁽¹⁾. Les salariés des entreprises concernées sont-ils associés à la réflexion ?

P.B. : Nous avons à Saint-Denis une longue expérience de démocratie participative et de concertation avec les associations sur ce type de dossier. Par exemple, nous avons récemment organisé une conférence de concertation sur l'activité d'un centre de transit des déchets animaux situé sur notre commune. Les différentes parties prenantes étaient invitées (municipalité, associations, riverains, Etat, personnels et direction de l'entreprise). Notre but était d'éviter ce fameux syndrome NIMBY qui ressort souvent des enquêtes publiques, pour trouver une solution concertée. Hélas, ni la direction, ni les salariés de l'entreprise ne se sont déplacés. Si les collectivités locales et l'administration sont aujourd'hui des "maisons de verre" ouvertes au regard des administrés, les entreprises restent encore réticentes au contrôle citoyen. Je le regrette, car une telle attitude ne correspond plus aux réalités de notre temps. C'est pourquoi, nous devons exiger cette transparence, et la possibilité d'un dialogue direct avec les travailleurs, dès les appels d'offres.



R.P. : Le développement du "tri sélectif" se justifie grâce à ses bénéfices environnementaux, généralement bien compris par les usagers en dépit des contraintes et du surcoût que ce mode de traitement entraîne.

Il crée pourtant de nouvelles conditions de travail pour les salariés des entreprises de collecte et de traitement : les décideurs politiques en ont-ils toujours bien



conscience ? Selon vous, les entreprises ont-elles suffisamment investi dans la sécurité de leurs salariés ?

P.B. : Concernant la compréhension des enjeux du tri sélectif, nous avons mené un travail de pédagogie en direction des populations, notamment celles qui pratiquent des langues minoritaires. Des ambassadeurs du tri vont régulièrement à la rencontre des habitants.

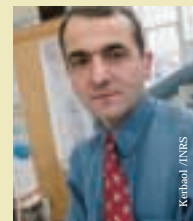
Ceci étant, je pense qu'il faut bannir le mot surcoût de notre vocabulaire lorsque l'on évoque le tri des déchets. Il faut réfléchir en termes de bilan écologique global. En premier lieu, utiliser des produits fabriqués à base de matériaux non polluants, non toxiques et recyclables. C'est en amont qu'il faut penser à la sécurité de ceux qui produisent et de ceux qui vont s'occuper du retraitement. Ensuite, dire que les surcoûts futurs sont bien plus importants que les coûts actuels du recyclage. Si nous ne recyclons pas nos déchets, ce sont les générations futures qui paieront. Pour résumer, je dirais qu'il ne faut pas rechercher le moindre prix mais le juste coût, pour que la sécurité des travailleurs et l'environnement ne soient pas mis en péril.

Concernant les salariés des entreprises de collecte et de retraitement, nous avons pleinement conscience de leurs conditions de travail. Comme je vous le disais, d'une part, c'est au niveau des appels d'offres que nous devons contraindre les entreprises à faire plus en termes de sécurité. D'autre part, c'est une véritable réflexion sur nos modes de consommation et la qualité des produits que nous utilisons qu'il faut mener. Il faut garder à l'esprit que le consommateur est le premier responsable, en raison de ce qu'il met dans sa poubelle, de la sécurité des personnels des usines de recyclage. ■



Avis d'expert

Michel Pourquet chef du département
Ingénierie des procédés de l'INRS*



Aujourd'hui, le secteur de la valorisation des déchets emploie 120 000 salariés au sein d'industries de main d'œuvre confrontées à de nombreux risques professionnels.

En matière d'Hygiène et Sécurité, quelles sont les caractéristiques du secteur de la gestion des déchets ?

Le secteur de la gestion des déchets est un secteur récent en perpétuelle évolution. Les entreprises, généralement de petite taille, sont parfois peu expérimentées dans le domaine dans lequel elles sont engagées. Elles ont souvent fait appel à de la main d'œuvre de faible qualification et peu sensibilisée aux risques professionnels. Par ailleurs, ce secteur est par nature confronté à l'ensemble des risques rencontrés dans les autres industries (risques liés aux machines, risques liés au transport, risque chimique, risque biologique, troubles musculo-squelettiques, etc...). Il doit même prendre en compte des risques supplémentaires dans le cas du traitement de matériaux dangereux, voire aujourd'hui interdits. C'est ainsi que, dans ce secteur,

l'INRS a pu constater un décalage important entre "l'âge" de ces entreprises et les conditions de travail dans lesquelles se trouvent les salariés.

La réglementation tend à déplacer la responsabilité du détenteur vers le producteur de déchets. On devrait ainsi assister à une spécialisation des filières de traitement qui mettront en œuvre des techniques de plus en plus complexes génératrices de nouveaux risques. Il est donc essentiel que les aspects Hygiène et Sécurité des salariés soient intégrés le plus tôt possible dans le développement de ces unités, qui devront par ailleurs être exploitées par du personnel de plus en plus expérimenté.

Comme l'explique Patrick Braouezec, les collectivités locales doivent exiger le plus en amont possible, dès les appels d'offres, des garanties de sécurité et de transparence de la part des entreprises de collecte et de traitement des ordures ménagères. Les certifications existantes offrent des garanties sur la qualité des services (norme ISO

* Not in my backyard, pas dans mon jardin

Avis d'expert

Michel Pourquet chef du département
Ingénierie des procédés de l'INRS (suite de la page 3)

9001) ou sur la préservation de l'environnement (norme ISO 14001) mais aucune ne s'intéresse aux conditions de travail des salariés dans les entreprises !

Où en sont les travaux de l'INRS sur ces questions ?

L'INRS a engagé des travaux dans un certain nombre de secteurs confrontés à des problèmes d'hygiène au travail. C'est le cas des centres de tri d'ordures ménagères, où le nombre des accidents du travail et leur gravité sont comparables à ce que l'on observe dans le secteur du bâtiment. De nombreux postes aux tâches répétitives sont à l'origine de troubles musculo-squelettiques. La manipulation des déchets génère des poussières pouvant contenir des moisissures ou bactéries qui occasionnent des pathologies respiratoires ou digestives chez les salariés.

L'INRS mène également des travaux de prévention collective pour minimiser le risque de bio-contamination du personnel

et pour améliorer la sécurité des personnes sur les convoyeurs de déchets.

Dans un autre domaine, celui du recyclage des piles et batteries, l'INRS a pu mettre en évidence des niveaux d'exposition importants à des métaux toxiques (mercure, plomb, manganèse, cadmium...). Les travaux en cours visent à améliorer la situation des opérations les plus polluantes. Ces investigations sont menées en partenariat avec des concepteurs et industriels utilisateurs, il s'agit d'exploiter des voies d'amélioration puis de les diffuser à l'ensemble de la profession.

Au regard de cette situation, quelle est la démarche de l'INRS ?

Compte tenu de ces différents facteurs, l'INRS a inscrit le secteur des déchets dans ses actions prioritaires. Un projet spécifique lui est consacré, qui vise à développer en partenariat avec tous les acteurs du secteur des démarches globales de prévention, traitant l'ensemble des risques.



Cette démarche présente de nombreux avantages. Sur le plan pratique, elle permet d'associer, dès le départ, les sites d'exploitation pour mener les études et expérimenter de nouveaux outils dans des conditions réelles. L'implication des professionnels dans les réflexions est également déterminante du point de vue de leur sensibilisation et de la compatibilité des solutions envisagées avec les caractéristiques de leur activité. Enfin, elle favorise l'appropriation et la diffusion des résultats des études.

L'INRS cherche à réunir toutes les conditions d'une bonne intégration de cette composante Hygiène et Sécurité à la conception des installations :

- en intervenant le plus tôt possible, au moment où les filières se mettent en place ou se modifient,
- en impliquant les acteurs du secteur, qu'ils soient donneurs d'ordre, concepteurs ou exploitants, dans la recherche de voies d'amélioration,
- en produisant et mettant à disposition des connaissances sur les risques générés par les nouvelles filières,
- en diffusant le plus largement possible les résultats de ces travaux. ■

* Avec la participation d'Alain Chollot, responsable du projet "Déchets et recyclage"



Côté partenaires

Marc Duchet Ingénieur-conseil
de la CRAM Bourgogne Franche-Comté

Marc Duchet est spécialisé dans le suivi des entreprises du secteur des déchets, collecte, tri, recyclage. Il nous présente son activité au travers d'un exemple d'accompagnement de la société ONYX-RENOSOL (110 salariés), chargée du tri des déchets industriels banals pour PSA Peugeot Citroën à Sochaux.

L'activité d'ONYX-RENOSOL consiste à trier les emballages vides (cartons, palettes, plastiques) arrivant des ateliers des usines PSA. Selon leur nature, ils sont ensuite réutilisés, valorisés ou détruits. Le site d'ONYX-RENOSOL présente, entre autres caractéristiques, une activité en 3 x 8, une surface au sol limitée et difficilement extensible, la présence sur le site d'un grand nombre de sous-traitants...

va de l'aide financière à l'injonction, et je n'hésite pas à les utiliser selon les cas de figure."

Un an et demi plus tard, de nombreux aménagements ont permis de maîtriser les principaux risques grâce à une approche globale de l'activité. Le premier point a consisté à définir les caractéristiques de la presse à balle, à identifier les sources de dangers et à doter la machine



Partant de cette première réalisation, Marc Duchet et ses interlocuteurs s'intéressent aux aspects manutention et circulation sur le site. La taille réduite de l'entrepôt, le nombre et la vitesse des engins y circulant, la disposition des postes de travail : autant de facteurs de risques analysés. Des accidents impliquant des chariots ont d'ailleurs rendu rapidement nécessaires des aménagements. Depuis, un plan de circulation a été établi, des ateliers au sol ont été déplacés, les chariots ont été bridés à 11 km/h (25 auparavant) et disposent de nombreuses options améliorant la sécurité (sièges anti-vibratiles, clés codées, pots catalytiques pour limiter les émissions de gaz d'échappement à l'intérieur de l'entrepôt...). *"Nous n'avons plus d'accidents caractérisés par un contact direct entre un chariot et un piéton"* fait observer Nicolas Péréa, responsable d'exploitation pour ONYX-RENOSOL.

Cette amélioration passe également par une information des salariés. Marc Duchet a ainsi participé à des réunions du CHSCT, *"Au départ, réduire la vitesse des chariots leur est apparu impossible, aujourd'hui, ils constatent que cette mesure est efficace et ne les pénalise pas."* Les résultats sont donc encourageants, même si l'utilisation abusive de marche arrière ou l'exposition au bruit sont autant d'objectifs de travail pour les prochains mois.

"Trop souvent, nous devons préconiser a posteriori des solutions de prévention alors que les risques sont liés à des défauts de conception. C'est en cela que cet exemple est intéressant, car il montre qu'en collaborant pendant la phase de programmation de manière transparente et objective, on peut, avant la mise en service effective d'une installation, réduire un certain nombre de risques. Il serait souhaitable que les entreprises initient d'elles-mêmes ce genre de démarche, car elles ont tout à y gagner pour optimiser la prévention de leurs risques professionnels." ■



Nicolas Péréa, responsable d'exploitation pour ONYX-RENOSOL et Marc Duchet, ingénieur conseil à la CRAM Bourgogne Franche-Comté.

L'arrivée d'ONYX-RENOSOL sur le site des usines PSA Peugeot Citroën, en avril 2002, a été l'occasion de repenser complètement l'organisation de l'activité de tri, en y intégrant dès le départ la dimension Hygiène et Sécurité.

L'organisation précédemment en place étant jugée très insatisfaisante, un groupe de travail se constitue, comprenant des responsables de PSA Peugeot Citroën, d'ONYX-RENOSOL et Marc Duchet. Ce dispositif informel n'est pas si fréquent : *"Il faut reconnaître que l'on ne retrouve pas cette même implication dans toutes les entreprises que nous suivons"* précise Marc Duchet. *"Mais dans les CRAM, nous disposons d'un certain nombre d'outils qui facilitent notre mission de conseil à l'entreprise et nous permettent de mieux nous faire entendre. Cela*

d'éléments de sécurité, en collaboration avec le constructeur. En effet, *"Les éléments de sécurité mis en place par les constructeurs sont généralement insuffisants."*

La réussite de l'opération tient à deux facteurs déterminants : la réactivité du fournisseur, prompt à intégrer les modifications demandées, et le choix d'ONYX-RENOSOL d'assumer un surcoût important pour un outil plus sûr.

Des formations pour les employés habilités à intervenir sur la machine accompagnent ces évolutions. Les dispositifs de sécurité ne sont plus vécus comme des contraintes. En cas de problème sur la presse, des solutions de recours sont prévues, qui permettent de poursuivre l'activité.

Pascal Sécula

Président de la Société
Bourgogne Recyclage



...je pense que le plus important est d'avoir des installations bien conçues dès le départ. L'entreprise est alors gagnante sur tous les plans...

Pouvez-vous nous décrire votre activité et le fonctionnement de ce site ?

Le centre de tri de Travoisy est spécialisé dans le tri de déchets ménagers issus des différentes formes de collectes sélectives, 35 personnes y travaillent. Les déchets sont triés par catégories, conditionnés sous formes de balles et réexpédiés comme matières premières chez différents industriels.

Nous trions sur ce site les déchets recyclables d'environ 350 000 personnes, ce qui représente chaque mois 380 tonnes d'emballages creux et 600 tonnes de journaux et magazines.

Le contexte réglementaire concernant ces filières a beaucoup évolué ces dernières années, quels impacts ont ces changements sur votre activité ?

On peut considérer qu'à partir de 1992, il y a une réelle volonté politique de faire évoluer les choses. L'adoption du tri sélectif a été favorisée à partir de 1998 grâce à la baisse de la TVA (de 19,6 % à 5,5 %) pour les collectivités qui le mettent en place. Cette mesure a été plus incitative que les campagnes de sensibilisation à la protection de l'environnement ! Beaucoup de collectivités se sont alors engagées dans une collecte sélective. C'est à cette période que nous avons investi dans ce centre de tri spécifique "déchets ménagers", il n'y en avait pas dans la région.

Les décisions des collectivités locales ont également leur importance. Par exemple, les modes de tri ne sont pas uniformisés d'une commune à l'autre : la taille des conteneurs varie, leur contenu aussi. Cela oblige les entreprises à mettre en place des dispositifs permettant de pallier cette disparité. Une harmonisation des modes de collectes au niveau national est souhaitable, elle permettrait sans doute une plus grande mécanisation du tri.

Sur un site comme celui-ci, les salariés sont exposés à un certain nombre de risques, pouvez-vous nous en décrire quelques-uns, ainsi que la manière dont vous les maîtrisez ?

Clairement, le principal risque est lié à la circulation ! Notre activité induit un grand nombre de mouvements de camions et d'engins. Les chauffeurs des entreprises avec lesquelles nous

travaillons ne connaissent pas tous le site, des piétons peuvent également être amenés à circuler. Nous avons donc fait un certain nombre d'aménagements qui permettent de limiter les risques d'accidents : une signalétique, des plans d'accès et de circulation pour les véhicules et les piétons.

Un autre type de risque concerne le contact avec les déchets eux-mêmes : on ne traite ici que des déchets secs pré-triés par la population, mais on peut tout de même trouver des déchets dangereux qui demandent un traitement spécial : (emballages de pesticides, bidons de peinture, de solvants, seringues usagées...). Le seul moyen pour éviter que ces produits n'arrivent sur le tapis de tri, c'est le "tri visuel" en amont : c'est pourquoi une personne écarte dès le départ les produits à risques.

Les aménagements liés à la sécurité ont un coût, n'est-il pas tentant pour une entreprise d'essayer de limiter ces dépenses ?

Je pense que le plus important est d'avoir des installations bien conçues dès le départ, l'entreprise est alors gagnante sur tous les plans. Sur les questions de circulation, par exemple, les aménagements que nous avons faits ne permettent pas uniquement de limiter les risques d'accidents, mais aussi d'organiser les flux, de limiter les temps d'attente, de déchargement. Ne pas mettre en place ces aménagements constituerait un mauvais calcul : dans notre métier, la réputation est très importante, un problème de sécurité sur le site, et c'est notre image qui serait immédiatement ternie.

Quelle a été votre démarche en matière de prévention, avez-vous fait appel à des aides extérieures ?

Deux facteurs ont été déterminants : d'une part l'implantation d'un nouveau site, ce qui nous a permis de travailler très en amont pour intégrer les aspects Hygiène et Sécurité, et d'autre part, le recours à des spécialistes qui nous ont aidé dans notre démarche. Ainsi, notre Document Unique¹ a été conçu avec l'aide d'un stagiaire, diplômé en Hygiène et Sécurité. Par ailleurs, l'organisation "familiale" de l'entreprise permet d'être rapidement informé des éventuels problèmes rencontrés par les équipes. La principale façon d'améliorer les conditions de travail des salariés reste la communication avec

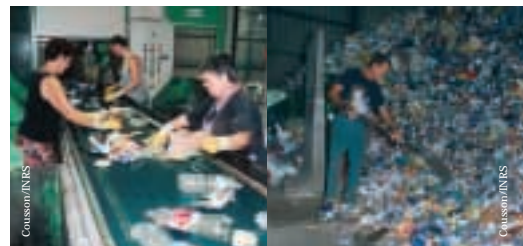
eux. Il faut les sensibiliser aux risques qu'ils encourent, mais aussi les écouter.

Beaucoup de vos clients sont des collectivités locales, quelles sont leurs principales exigences dans les appels d'offres ?

Pour être franc, et même si c'est un peu délicat à dire puisque ce sont nos clients, les élus ne sont pas tous des experts en Hygiène et Sécurité ! On note cependant ces dernières années des évolutions très positives pour le choix des prestataires. Le prix n'est plus le seul critère d'attribution d'un marché. Les certifications ISO, les références, la réputation, jouent un rôle de plus en plus important.

Au-delà des appels d'offres à proprement parler, nous attachons une importance à la sensibilisation des élus et de la population. Notre établissement permet d'accueillir du public et de lui faire découvrir notre métier.

Les progrès réalisés grâce à une meilleure communication sont très sensibles depuis 4 ou 5 ans. Les efforts de communication vers les professions médicales libérales, par exemple, ont permis de réduire nettement le problème des seringues que nous retrouvons sur nos lignes de tri.



Vous considérez donc que des progrès ont été réalisés en termes de sensibilisation ?

Oui, la montée générale des préoccupations liées à l'environnement a des répercussions positives. Nos métiers sont mieux valorisés, nous ne sommes plus considérés comme des chiffonniers mais comme des industriels. Des formations spécialisées sont maintenant proposées et notre secteur attire de plus en plus de diplômés. Je dois dire qu'il est assez valorisant d'être sollicité par des jeunes issus de formations supérieures qui souhaitent travailler dans nos entreprises, c'est un encouragement important. ■

¹ Le décret du 5 novembre 2001 impose aux entreprises de formaliser dans un document unique les risques auxquels sont exposés leurs salariés et les moyens mis en œuvre pour les prévenir.

Regard international

Prof. Antonio Moccaldi Président de l'ISPESL, Istituto Superiore per la Prevenzione e la Sicurezza del Lavoro

... les avantages liés à la réduction de l'impact environnemental ne peuvent être acquis au détriment de la santé des salariés...

Construire propre, produire propre, réutiliser propre. Ce grand défi posé à tous les pays développés est lié à la nécessité d'éviter les effets néfastes des nouvelles technologies sur le travail et sur l'environnement, et ce, d'autant plus que ces effets ont tendance à apparaître sur le long terme.

En Italie, les problématiques liées à la gestion des déchets ont connu, ces dernières années, une importance croissante. De fait, la production de déchets augmente à proportion du développement des activités industrielles. L'opinion publique est également plus sensible aux risques pour la santé, la sécurité collective et la protection de l'environnement. Ce phénomène a rendu nécessaire l'élaboration et la mise en œuvre de solutions globales de traitement présentant moins de risques pour la population et pour l'environnement.

La stratégie italienne se base sur la réalisation de quelques objectifs principaux :

- diminution à la source de la production de déchets ;
- encouragement à la réutilisation et au recyclage ;
- promotion de procédés de fabrication plus propres et à l'impact environnemental réduit ;
- traitement des déchets dans des systèmes intégrés (sélection, traitement, etc.) tournés vers la récupération de matière première.

Les déchets avant traitement sont stockés soit en décharge, soit à l'intérieur des établissements dans lesquels ils sont produits. Le problème de la sécurité des travailleurs se pose de façon particulière dans les phases amont de collecte, de tri, de stockage, comme dans les phases aval de traitement, où le contact est direct entre opérateur et déchet.

En Italie, la loi n° 626 du 19-09-1994, transposant la directive C.E. sur la sécurité dans les lieux de travail, traite de manière globale de la protection des travailleurs, et fournit des indications pour l'amélioration de leur sécurité et de leur santé. Les avantages liés à la réduction de l'impact



environnemental d'une activité industrielle ne peuvent être acquis au détriment de la santé et de la sécurité des salariés.

Même si la sécurité entraîne une augmentation des coûts, sur le long terme, elle permet d'obtenir des résultats positifs : "Mieux vaut prévenir que guérir !". En effet, avec une politique adéquate de prévention et de protection des salariés, les maladies professionnelles diminuent, notamment dans le domaine des produits dangereux tels que les déchets toxiques.

L'engagement de l'ISPESL dans le secteur de la recherche est réel, avec le développement d'un important projet de recherche, financé par le ministère de la Santé : "La gestion des déchets dans le domaine sanitaire." Une collaboration avec nos collègues des autres pays de l'Union est bien évidemment nécessaire. Un réseau se met en place, METRO.net, (Mediterranean Training and Research in Occupational Safety and Health) actuellement soutenu par les Instituts de France, d'Italie, d'Espagne et du Portugal. Ce réseau permettra d'obtenir des actions utiles pour le monde du travail et pour les citoyens. ■

Brèves de prévention



Accord franco-qubécois sur la prévention des accidents du travail

L'Institut national de recherche et de sécurité (INRS) et son homologue québécois, l'institut Robert-Sauvé (IRSST), ont signé jeudi 4 septembre à Paris, en présence du délégué général du Québec, un accord-cadre de partenariat sur la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles. Les deux instituts, dirigés par Jean-Luc Marié (INRS) et Diane Gaudet (IRSST), prévoient des coopérations bilatérales en matière d'expertise et de recherche en santé-sécurité au travail.

La première concrétisation de cet accord portera sur la sécurité des outils, des machines et des procédés industriels, et plus précisément sur l'utilisation des chariots-élévateurs, compte tenu des nombreux accidents subis par les caristes des deux côtés de l'Atlantique. La mise en commun de ressources humaines et financières permettra d'optimiser le développement de connaissances scientifiques sur une problématique pertinente et prioritaire. Le deuxième champ de recherche commun portera sur les troubles musculo-squelettiques.

Les deux instituts envisagent aussi l'organisation de colloques, de formations, de publications communes, des rencontres par vidéoconférence ou encore des échanges de chercheurs et d'étudiants.



Entretiens de l'INRS

"L'éthique d'entreprise, une réalité sociale et économique" sera le thème abordé lors des troisièmes Entretiens de l'INRS le 2 décembre prochain.

Les entreprises sont en effet soumises à des pressions multiples et parfois contradictoires : concurrence, performance, rentabilité, conditions de travail, de santé et de sécurité, respect de l'environnement, enjeux de développement durable, etc. Comment concilier ces exigences ? Comment passer d'un concept à une démarche concrète et volontaire ?

Bernard Kouchner clôturera cette journée de débats, le 2 décembre 2003 à l'Institut Pasteur.

Renseignements et inscriptions :

Pascale Foucard

Tél. 01 40 44 30 56

Fax. 01 40 44 30 75

pascale.foucard@inrs.fr

Guide d'aide à l'implantation de centres de tri

Penser prévention dès la conception !

Parce que les orientations initiales se révèlent par la suite irréversibles sur un plan économique, logistique et sanitaire pour la future exploitation d'un centre de tri, des actions fondamentales de prévention se développent en amont. C'est dès la phase d'élaboration du cahier des charges d'un nouveau centre de tri (phase programmation), que les conditions de travail et les risques professionnels doivent être pris en compte.

L'INRS incite donc les donneurs d'ordre (collectivités locales), maîtres d'ouvrage, cabinets d'ingénierie, préventeurs et autres intervenants, à intégrer dès l'origine les aspects hygiène, sécurité et conditions de travail.

Un document de référence

Un nouvel outil de prévention

Un groupe de travail réunissant l'INRS, le service prévention des CRAM et Eco-emballages a réalisé une brochure rassemblant les mesures à prendre lors de la conception d'un centre de tri des déchets ménagers et assimilés. Ce travail a été mené en collaboration avec la FNADE (Fédération Nationale des Activités de Dépollution et de l'Environnement), des représentants de concepteurs et d'exploitants ainsi que des constructeurs d'équipements.

Ce document présente les recommandations générales d'organisation des centres de tri (plan de circulation et implantation générale des locaux) ainsi que des principes de



prévention (ventilation et risque incendie). Les phases du processus de tri des déchets y sont décrites avec, pour chaque phase, l'identification des risques existants et les préconisations correspondantes. La maintenance et le nettoyage des équipements et lieux de travail sont également traités. Ce document est disponible à la Documentation des Services Prévention des CRAM et sur le site web de l'INRS (www.inrs.fr)

En savoir plus

L'ADEME : L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie travaille à une transformation profonde du secteur des déchets en promouvant des filières et des technologies économiquement viables et écologiquement acceptables.
www.ademe.fr

L'INERIS : L'Institut national de l'environnement industriel et des risques a pour mission d'évaluer et de prévenir les risques, pour l'homme et l'environnement, liés aux installations industrielles, aux substances chimiques, aux exploitations souterraines.
www.ineris.fr

La FNADE : La Fédération nationale des activités de la dépollution et de l'environnement regroupe huit syndicats, 295 entreprises privées, 42 000 salariés en France et plus de 110 000 dans le monde, elle est membre de la Fédération européenne des activités du déchet. Elle réalise et propose sur différents supports (livrets, films, CD-rom) un grand nombre de documents "prévention et sécurité".
www.fnade.org

La FEDEREC : La Fédération de la Récupération, du Recyclage et de la Valorisation est une organisation fédérale constituée de huit syndicats régionaux et de douze syndicats nationaux. Elle regroupe les acteurs essentiels du recyclage en France. www.federec.com

ECO EMBALLAGES : Société privée créée suite au décret de 1992, Eco-Emballages est dotée d'une mission d'intérêt général et agréée par cinq ministères. Elle a pour vocation de faire participer les entreprises au financement de la valorisation des emballages qu'elles génèrent et d'aider les collectivités dans l'organisation de la collecte sélective par un système de redistribution.
www.ecoemballages.fr

L'ADELPHE : Homologue d'ECO-EMBALLAGES, initialement créée par la filière des vins et spiritueux pour développer la collecte du verre, l'ADELPHE compte aujourd'hui 12 000 adhérents de tous secteurs.
www.adelphie.fr

Ce même groupe de travail conçoit actuellement une seconde brochure sur la conception des centres de tri des DIB (Déchets Industriels Banals) et la prévention des risques professionnels. Le document élaboré en association avec la FNADE et la FEDEREC (Fédération du Recyclage) sera disponible courant 2004. ■

Réalité prévention

Risques professionnels Travail Société

INRS, 30 rue Olivier-Noyer, 75680 Paris Cedex 14
Tél. : 01 40 44 30 00 - Télécopie : 01 40 44 30 99
www.inrs.fr

Directeur de la publication : Jean-Luc Marié

Directrice de la rédaction : Marylène Mongalvy

Comité de rédaction : Jean-Claude André, Pierre Angot, Philippe Jandrot, Groupe Réalités

Ont participé à ce numéro : Michel Pourquet, Alain Chollot, Christian Terrier

Conception, rédaction, réalisation : Groupe Réalités

Impression : Imprimerie de Montligeon

N° ISSN : en cours

Contact : marylene.mongalvy@inrs.fr